

Benjamin Stora

Président du conseil d'orientation du Musée de l'histoire de l'immigration, réalisé par Marie Poinot

Marie Poinot



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/2918>

DOI : [10.4000/hommesmigrations.2918](https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.2918)

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2014

Pagination : 180-182

ISBN : 978-2-919040-28-5

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Marie Poinot, « Benjamin Stora », *Hommes & migrations* [En ligne], 1307 | 2014, mis en ligne le 16 janvier 2015, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/2918> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.2918>

Tous droits réservés

ENTRETIEN

BENJAMIN STORA

PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ORIENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT DU PALAIS DE LA PORTE DORÉE

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR MARIE POINSOT

Hommes & Migrations : Votre parcours personnel et familial est-il étroitement associé à l'histoire de l'immigration ? À quelle génération de chercheurs vous rattachez-vous ?

Benjamin Stora : Très honnêtement, je ne me suis réapproprié mon parcours familial que bien après avoir accompli mes travaux de recherche. Le moteur initial a été la découverte, la recherche, c'est ma thèse d'État sur l'histoire politique de l'immigration algérienne, sous la direction de Charles-Robert Ageron et soutenue en 1991, qui a été à la base de toutes mes investigations sur les migrations. Puis l'engagement citoyen et politique aux côtés des associations d'immigrés en France dans les années 1970. Avec Driss El Yazami, j'étais l'un des conseillers scientifiques de l'exposition *France des étrangers, France des libertés*, à l'Arche de la Défense en 1989. J'ai accompagné dans la foulée la création de l'association Génériques qui intervient notamment sur les archives de l'immigration.

La réappropriation personnelle de cette histoire qui faisait un pont avec mes activités scientifiques s'est concrétisée avec la parution des *Trois Exils* (Stock, 2006), un livre qui est une interrogation sur le déplacement, l'exil, le déracinement, que j'ai pu vivre en quittant l'Algérie à l'âge de 12 ans, en 1962.

Tous les historiens que j'ai connus dans ces années 1970 étaient engagés sur ces questions migratoires. Le premier, c'est Abdelmalek Sayad, un ami plus âgé que moi mais que j'ai connu au

Groupe d'études et de recherches sur le Maghreb (GERM) dans les années 1970, qui a produit beaucoup de travaux sur l'immigration algérienne. Il faut également mentionner René Gallissot, engagé dans les combats politiques et démocratiques, Maryse Tripier, dont j'étais le collègue à l'université de Jussieu au début des années 1980, ou Ahcène Zahraoui, sociologue qui a ouvert le champ des recherches sur l'immigration postcoloniale. Tous appartiennent à la première génération de chercheurs ayant travaillé sur l'immigration. Ensuite, il y a eu des historiens comme Gérard Noiriel, qui a travaillé sur les immigrés de Longwy et qui était engagé, à l'époque, dans les mobilisations à l'est de la France.

H&M : Histoire coloniale et histoire de l'immigration : quelles sont les articulations entre ces deux champs de recherche ? L'histoire de l'immigration postcoloniale est-elle suffisamment développée en France ?

B. S. : Un lien extrêmement important entre ces deux champs historiques a émergé dans l'actualité récente. Mais il ne faut pas oublier que les migrations belge, italienne, polonaise ou portugaise sont tout aussi importantes dans l'histoire de l'immigration en France que l'immigration postcoloniale. L'actualité a plutôt été marquée par la question coloniale, qui a resurgi sur le devant de la scène. Mais il ne faut pas lâcher le fil de l'immigration européenne pour n'aborder que l'immigration postcoloniale. De toutes les immi-

Benjamin Stora © Farida Brechemier

grations singulières, il y a des enseignements à tirer pour comprendre les aspects communs à ces migrations : exil, déracinement, solitude, insertion dans la société française, etc. Il faut éviter de cloisonner ces histoires migratoires pour privilégier le comparatisme et les approches plus globales.

H&M : L'immigration est un sujet qui fait débat en France. Vous conceviez récemment "la recherche historique comme un outil clé de l'apaisement" (Le Monde). Pourquoi est-il fondamental d'introduire l'histoire de l'immigration pour mieux comprendre les enjeux de société relatifs aux migrations ? Comment susciter autrement ce débat et influencer sur l'opinion ?

B. S. : La volonté d'accumuler des savoirs et des récits personnels sur les migrations est une très bonne chose, mais la difficulté est de porter ces travaux très riches et très intéressants à la connaissance du plus grand nombre. C'est

vraiment l'enjeu important d'aujourd'hui. Il faut aussi décloisonner la recherche et combler le fossé entre les chercheurs investis sur ce thème et la grande majorité des Français qui regardent l'immigration avec réticence, méfiance, distance. Lorsqu'il y a un débat à la télévision touchant à l'immigration, je ne vois pas pourquoi la Cité de l'histoire de l'immigration ne serait pas partie prenante. Avec tout le sérieux nécessaire. Sinon, elle reste dans une attitude repliée, alors qu'aujourd'hui on vit dans un monde où il y a un ensemble de clichés, de fantasmes, d'images négatives sur l'immigration qui circulent à une vitesse incroyable sur Internet. Si on veut être à la hauteur, il faut se lancer dans les débats, par exemple sur les sans-papiers. Aux États-Unis, l'administration d'Obama est confrontée à la présence de plus de 11 millions de clandestins. En France, on ne les dénombre pas, mais la figure du clandestin est omniprésente. Le sujet des réfugiés est aussi devenu prioritaire suite aux bouleversements intervenus au sud de la Méditerranée avec un accroissement du nombre des réfugiés vers l'Europe et aussi vers tous les pays du Maghreb et du Proche-Orient. Enfin, l'immigration est dorénavant mondialisée et elle doit être restituée dans sa dimension internationale dans l'opinion française. La France n'est pas la seule à connaître des afflux de réfugiés. Tous les pays sont dans cette situation, y compris les pays du Sud comme la Tunisie, avec l'arrivée de près de 500 000 clandestins libyens ou égyptiens, ce qui crée d'énormes difficultés. Démographiquement, ce pays de 10 millions d'habitants n'a pas la même capacité d'accueil que la France. Les circulations mondiales sont donc à appréhender dans leur chronologie, leurs contours, leur interprétation, etc.

H&M : Un musée sans collection initiale est une institution patrimoniale atypique en France. Quelle place et quelle reconnaissance la Cité de l'histoire de l'immigration peut-elle avoir

ENTRETIEN

dans le champ patrimonial ? Comment pourrait-elle impulser l'ouverture d'autres espaces qui traitent ce sujet ?

B. S. : La difficulté pour la Cité est qu'elle est un musée privilégiant à la fois l'histoire, le patrimoine et les collections, mais elle doit être aussi un musée de société, d'actualité, de questions sociales et politiques. Il est très difficile d'assurer l'intersection entre ces deux missions. Mais c'est également l'aspect passionnant de cette institution. Ce lieu incroyable est l'un des plus beaux bâtiments de Paris. Pour faire mieux connaître ce musée au grand public, le faire vivre, dynamiser ses collections, il ne s'agit pas seulement d'augmenter les crédits qui sont, il est vrai, assez faibles. Il faut surtout réfléchir à son positionnement vis-à-vis des autres musées nationaux et des lieux culturels. C'est aux institutions étatiques de décider si elles souhaitent faire de ce projet un lieu visible dans l'espace culturel, et cela passe par une inauguration officielle par le président de la République et tous les segments de la société, les par-

tis, les associations, les syndicats. Il faut que la Cité soit visible comme partenaire d'autres institutions des grandes villes qui ont connu des vagues migratoires importantes, Lyon, Marseille, Lille, l'est de la France. Le logo doit apparaître dans des expositions, des débats, des conférences, des collaborations sur les projets intellectuels. La Galerie des dons est un espace idéal pour cette décentralisation des activités de la Cité dans les régions. On peut commencer par des grands débats sur les sites participatifs dans un premier temps, un effort de mutualisation.

J'ai moi-même été le conseiller scientifique d'une exposition sur l'immigration algérienne pendant la guerre d'Algérie, *Vies d'exil*, en 2012. Ce n'est pas parce que l'on a fini d'installer une exposition que tout est terminé. En général, c'est quand on inaugure une exposition que tout commence, parce qu'il faut créer des événements autour pour la faire vivre. Ce que je souhaite est donc une programmation riche et plurielle pour faire vivre l'offre patrimoniale. ■